

Afghanistan : reconnaître ou non le gouvernement taliban, ça change quoi ?

Alors que les talibans se sont emparés du pouvoir en Afghanistan, les principales puissances s'interrogent sur la façon dont elles devront traiter le gouvernement qu'ils formeront.

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Plusieurs pays ont conditionné leurs relations avec les talibans à leurs actes, notamment sur la question du droit des femmes ou du terrorisme. AFP/Hoshang Hashimi

Par Lucile Descamps

Le 19 août 2021 à 11h14

Reconnaître les talibans en tant que gouvernement afghan ou non ? Voici une question à laquelle la communauté internationale devra répondre

question à laquelle la communauté internationale devra répondre,

maintenant que [le groupe armé islamiste s'est emparé du pouvoir en Afghanistan](#). Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan se réuniront, ce vendredi, pour « discuter d'une approche commune ».

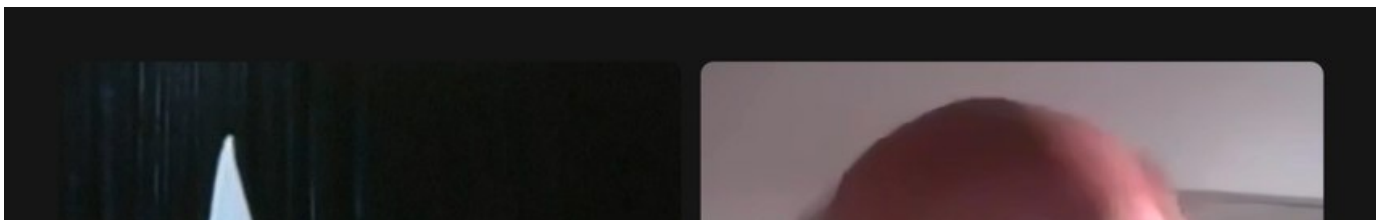
Mais avant une éventuelle décision, plusieurs puissances ont donné un premier avis. « Nous jugerons ce régime sur les choix qu'il fait et sur ses actes, plutôt que sur ses paroles - sur son comportement face au terrorisme, au crime et aux stupéfiantes, ainsi que sur l'accès humanitaire et le droit des filles à recevoir une éducation », a déclaré le Premier ministre britannique, Boris Johnson. [Même son de cloche du côté des Américains](#), qui affirment qu'ils vont « observer » plutôt qu'« écouter parler » les talibans. « La question de la reconnaissance n'est pas une question d'actualité pour la France aujourd'hui », a éludé le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves

Le Drian, ce mercredi. Il a cependant estimé, plus tôt sur [RTL](#), qu'il était nécessaire que ce « nouveau pouvoir montre qu'il a changé par rapport aux talibans de la fin des années 1990, c'est-à-dire qu'il rejette le terrorisme, qu'il n'accueille pas Al-Qaïda » et qu'il « respecte le droit, en particulier le droit des femmes ». « Les talibans ont gagné la guerre. Donc nous devons parler avec eux », a commenté, de son côté, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell.

Des liens diplomatiques officiels

Plus ferme, le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a martelé qu'il « n'avait pas l'intention de reconnaître un gouvernement taliban ». A l'inverse, la Russie, la Turquie et la Chine semblent plus enclines à nouer des liens diplomatiques avec les talibans au pouvoir. Ce dernier pays a d'ailleurs affirmé vouloir entretenir « des relations amicales et coopératives ».

VIDÉO. Afghanistan : « Les talibans ne sont plus les ruraux des années 90 »





De quoi faciliter la vie des talibans. « La reconnaissance internationale est très importante pour la capacité d'un régime à survivre », avance Romain Malejacq, professeur de sciences politiques à l'université de Radboud (Pays-Bas) et auteur du livre (non traduit) « [Warlord Survival : The Delusion of State Building in Afghanistan](#) ». Reconnaître la souveraineté des insurgés en Afghanistan, cela signifierait ainsi entretenir des relations diplomatiques avec eux. « Si la France reconnaissait ce gouvernement, cela impliquerait qu'il ait une représentation diplomatique à Paris et inversement à Kaboul », entame Christian Lequesne, professeur à Sciences Po Paris, spécialiste des questions diplomatiques. Dans le cas contraire, en toute logique, [la France « fermera son ambassade](#) dans le pays », complète de son côté Pascal Boniface, directeur de l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques).

Pour autant, il est tout à fait possible de mener des négociations sans reconnaître un Etat. Mais dans ce cas, les autorités préféreront plutôt entretenir des discussions dans l'ombre, « pas forcément avec les diplomates, [mais via les services de renseignements par exemple](#) », explique Romain Malejacq. Car « si les relations avec un gouvernement sont connues de tous, il faut en assumer les conséquences politiques », poursuit-il.

Des avantages financiers

Etre reconnu à l'international peut également présenter des avantages financiers. « C'est plus facile pour les représentants de se déplacer à l'étranger, d'avoir des relations économiques », énumère Pascal Boniface.

Cela favorise aussi « la signature d'accords commerciaux », complète de son côté le professeur de sciences politiques à l'université de Radboud Romain Malejacq. Il faut, cependant, bien distinguer la diplomatie de l'économie. « La reconnaissance d'un Etat n'a rien à voir avec les aides économiques », poursuit le spécialiste. En clair, on peut donner son aide à un pays que l'on ne reconnaît pas officiellement, tout comme reconnaître un gouvernement n'implique pas forcément de lui fournir un coup de pouce financier.

À lire aussi Afghanistan : qui est le mollah Baradar, nouveau visage des talibans ?

Le nouveau régime des talibans sera-t-il plus reconnu sur la scène internationale que lors de son précédent règne, à la fin des années 1990 ? A l'époque, seuls le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis reconnaissaient leur gouvernement. Mais ils ont « appris les leçons de leur défaite de 2001 », estime Pascal Boniface, le directeur de l'Iris. [S'ils n'ont pas changé sur leur idéologie](#), les talibans ont au moins évolué sur un point : « Ils sont plus habiles dans leurs relations internationales », commente Romain Malejacq. « Ils ont fait un gros travail de communication et se sont professionnalisés d'un point de vue diplomatique », abonde le professeur Christian Lequesne.

Un moyen de pression

Quant à savoir si l'Afghanistan des talibans gardera sa place aux Nations unies, la reconnaissance internationale risque de ne pas changer grand-chose. Car le pays occupe actuellement un siège dans l'organisation. Et, pour lui retirer, « il faudrait une résolution du Conseil de sécurité, à laquelle la Chine et la Russie mettront sans doute leur veto », commente Pascal Boniface. Le plus probable pour lui étant que le nouveau gouvernement - celui que formeront les talibans - envoie son propre ambassadeur aux Nations unies pour représenter l'Afghanistan.

Reste que les différentes puissances, notamment occidentales, ont encore un moyen de faire pression sur les insurgés : laisser planer le doute sur une future reconnaissance. « C'est un levier pour essayer d'influencer la pratique

au pouvoir des talibans, notamment [en termes de droit, de limitation de la violence](#) et d'antiterrorisme », analyse Romain Malejacq. Et c'est d'ailleurs ces conditions qu'ont d'ores et déjà invoquées la France, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis.

Dans la rubrique International

[Afghanistan : rencontre entre des responsables talibans et d'anciens hauts dirigeants afghans](#)
[Pour Joe Biden, quitter l'Afghanistan en évitant le «chaos» était impossible](#)

Abonnés [Afghanistan : «Les Américains remercieront Biden de s'être retirés définitivement»](#)

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

Contenus sponsorisés

Découvrez cette résidence seniors de haut-standing à...

Les Girandières

Appartements seniors confortables et spacieux près de...

Les Girandières - Résid...

Permis de conduire : elle cachait une caméra dans son...

Capital

Les influenceurs évadés à Dubaï sont dans le collimateur ...

Capital.fr

Les plus lus, International

La maire afghane Zarifa Ghafari dit attendre les talibans : «Ils vont venir pour les gens comme moi et me tuer»

1

Afghanistan : droits des femmes, «guerre terminée»... les talibans donnent leur première conférence de presse

2

Afghanistan : les relations avec les Etats-Unis dépendront «du comportement des talibans»

3

Afghanistan : un corps retrouvé dans le train d'atterrissage d'un avion américain

4

Jeune homme lynché en Algérie : cinq minutes pour comprendre une affaire devenue politique

5

International

Afghanistan : rencontre entre des responsables talibans et d'anciens hauts dirigeants afghans

Pour Joe Biden, quitter l'Afghanistan en évitant le «chaos» était impossible

DIRECT. Afghanistan : «Il n'y aura aucune reconnaissance, ni aucun contact politique avec les talibans», assure Clément Beaune

Maghreb : l'Algérie se brouille avec le Maroc, accusé «d'actes hostiles»